

LE PSP, UN ACCORD NOUVEAU GENRE

Le **Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité** (PSP) est une initiative des élites économiques et politiques du Canada, des États-Unis et du Mexique, et consiste à pousser plus loin l'intégration des trois pays dans le sens de la création d'une "communauté économique sécuritaire de l'Amérique du Nord".

Lancé le 23 mars 2005, le PSP est un accord international de nouvelle génération qui marque l'entrée du modèle néolibéral dans une nouvelle phase où:

- ★ la notion de « sécurité » devient intimement liée à la logique économique et commerciale;
- ★ le pouvoir des grandes entreprises privées est institutionnalisé au point où celles-ci interviennent dans la définition même des politiques publiques.

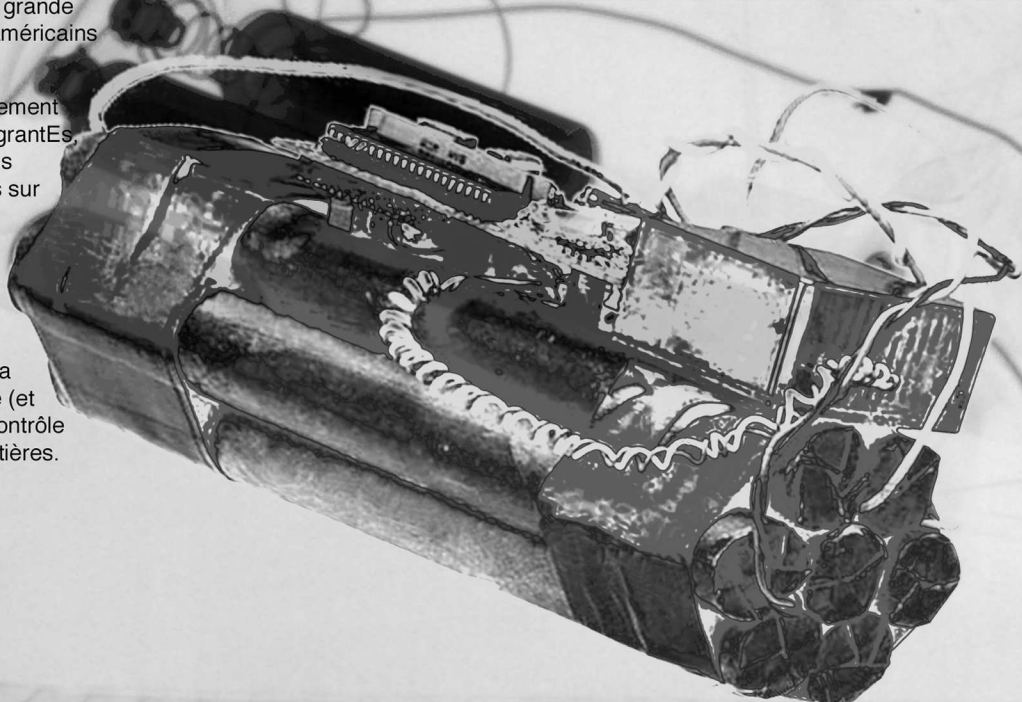
Le PSP a pour but d'harmoniser de nombreuses politiques internes et étrangères du Canada et du Mexique avec celles des États-Unis. En prétextant vouloir protéger les citoyennes et citoyens de la menace du terrorisme et faciliter le commerce, ce partenariat implique l'adoption de mesures draconiennes telles que

- ★ une intégration plus grande des marchés nord-américains de l'énergie;
- ★ l'alignement du traitement à l'endroit des immigrantEs, des réfugiéEs ou des touristes étrangerEs sur les politiques états-uniennes;
- ★ la création de politiques communes de sécurité, dont l'accroissement de la coopération militaire (et ses budgets) et le contrôle "intelligent" des frontières.

La capacité de l'État à définir des politiques pour le bien-être de sa population est aussi sérieusement compromise par le PSP. Sous prétexte d'améliorer la productivité, de réduire les coûts commerciaux et ultimement d'améliorer la qualité de vie, ce qui est loin d'ailleurs d'être une équation convaincante, le PSP vise à soumettre à la logique du marché un ensemble de domaines qui traditionnellement sont de juridiction nationale. Le partenariat établit un échéancier serré en vue d'en arriver à des normes harmonisées dans les secteurs régissant la santé, la sécurité alimentaire et l'environnement, entre autres.

Le PSP évolue à la vitesse grand V: 19 groupes de travail (neuf pour le volet sécurité, dix pour le volet prospérité) sont chargés de faire avancer une centaine d'initiatives qui se déclinent en 317 mesures. Or, en septembre 2006, l'échéancier de 65 de ces mesures était déjà complété.

LE PSP PASSE AUX RAYONS X



UNE INTÉGRATION EN PROFONDEUR MILITARISÉE

Avec le PSP, économie et sécurité sont devenues étroitement liées. La sécurité nationale des États-Unis est présentée comme une condition pour que les relations économiques entre les trois pays continuent à se développer. Elle devient une arme nouvelle pour voiler des intérêts économiques qui bien souvent ne bénéficient qu'à une minorité.

C'est ainsi que le Canada et le Mexique se voient forcés d'assurer la sécurité des États-Unis face à une menace terroriste dont ils ne sont pas en mesure d'évaluer la réalité, et de sanctionner des mesures dont ils ne sont pas en mesure d'évaluer la pertinence ni l'efficacité.

Le PSP signifie une avancée sans précédent du processus de continentalisation, en cautionnant l'extraterritorialité de facto des lois et politiques états-uniennes de sécurité. Cela entraîne nécessairement une perte de souveraineté pour le Canada et le Mexique.

Le PSP est le pendant régional du contexte mondial actuel de course à la militarisation, alors que les États se recentrent de plus en plus sur leurs fonctions répressives, un domaine d'ailleurs fort lucratif.

L'EFFRITEMENT DES DROITS

On sait que, depuis 1994, l'ALÉNA a érodé les droits économiques, sociaux et culturels de larges pans des populations des trois pays signataires de l'accord commercial. Or, tout indique que le PSP poussera cette logique beaucoup plus loin. En accordant un pouvoir démesuré aux entreprises privées et en accentuant les tendances à la libéralisation, à la déréglementation et à la privatisation, le PSP met en péril des droits aussi fondamentaux que le droit à la santé, le droit à des conditions de travail justes et favorables, le droit à la syndicalisation, le droit à la sécurité sociale et le droit à un niveau de vie acceptable.

Les droits individuels passent déjà dans le collimateur de la sécurité nationale qui devient le prétexte fallacieux pour accroître le contrôle de l'État sur les personnes. Les droits civils et politiques que nous pensions intouchables sont remis en question par la logique militariste qui règne dorénavant dans la région nord-américaine.

COUP D'ÉTAT DU MILIEU DES AFFAIRES

Le PSP implante une nouvelle mécanique par laquelle le secteur privé a la mainmise sur la prise des décisions. Les entreprises sont parties prenantes des négociations, elles y ont accès directement. Elles définissent les objectifs et les moyens à mettre en œuvre tandis que les pouvoirs exécutifs de chaque pays (les trois chefs d'État et les neuf ministres attirés) ont la responsabilité de les instrumenter soit par des politiques économiques précises, soit par des modifications à certaines réglementations.

Plus besoin de lobbies dans l'antichambre des négociations! Le pouvoir du milieu des affaires a été formalisé en juin 2006 avec la mise sur pied du *Conseil nord-américain de la compétitivité* (CNAC), composé des représentants de 30 corporations parmi les plus grandes d'Amérique du Nord.

De plus, le PSP inclut des groupes de travail sectoriels mixtes public-privé:

- * Groupe permanent trilatéral sur la réglementation
- * Groupe de travail nord-américain sur l'énergie (NAEWG en anglais)
- * Conseil du partenariat automobile de l'Amérique du Nord (CPAAN)
- * Comité nord-américain du commerce de l'acier (CNACA)
- * Coopération trilatérale en Santé

Le PSP cautionne la préséance de l'intérêt privé sur l'intérêt public. Il s'agit ni plus ni moins d'une privatisation de la sphère politique, d'un « coup d'État » à peine voilé des élites économiques pour contrôler les politiques publiques et satisfaire leur soif de profits.

UN AFFRONT EXTRÊME À LA DÉMOCRATIE

Le PSP a été endossé sans l'appui du parlement et sans débat public. La majorité de la population n'a jamais entendu parler du PSP et la plupart des discussions ont lieu à huis clos, loin du regard des médias, des parlementaires et de la population.

En fait, les promoteurs du PSP l'ont soustrait délibérément aux règles démocratiques les plus fondamentales en l'instituant en tant que dialogue "informel" entre bons voisins, de chef d'État à chef d'État, de ministre à ministre. Ainsi, le PSP opère en marge des parlements et du pouvoir législatif. De plus, en donnant un pouvoir incontestable à la technocratie, d'un côté, et aux chefs d'entreprise, de l'autre, on institutionnalise la non-imputabilité comme manière normale de gouverner.

L'élite économique ne s'en cache pas : le PSP crée un cadre qui permet de garantir le maintien des orientations économiques adoptées malgré les changements de gouvernement. Belle vision de la démocratie!